

# Le Patriotisme et la Commune

© copyright 2006 ©

Jean-François Lecaillon

A la veille de la Grande Guerre, le sentiment national opposait deux France. Mais, précise Jean-Jacques Becker, « *les hommes de ces deux France avaient au moins une valeur commune, le patriotisme.* » Pour appuyer son propos, il cite Maurice Agulhon : « *Ce qui rapprochait ces deux France était que le patriotisme de la gauche, même s'il préférait la paix, n'excluait pas le recours à la guerre.* » De ces observations, Becker conclut : « *Derrière les excès des extrémistes, le pays était profondément équilibré dans le patriotisme.* »<sup>1</sup>. Ce patriotisme bien partagé en dépit des divergences qui le sous-tendait est-il caractéristique de 1914 ? Le précédent franco-allemand de 1870 ne le mettait-il pas déjà en scène ? Le sanglant affrontement franco-français de mai 1871 n'avait-il pas porté l'un contre l'autre deux France que la guerre contre la Prusse avait pourtant réunies sous le même drapeau national et dans l'adhésion à un même sentiment patriotique ? La question se pose d'autant plus que les Parisiens qui se sont insurgés le 18 mars n'étaient pas tous des révolutionnaires patentés. Parmi eux se trouvaient des personnes de toutes convictions qui n'envisageaient pas de traduire leurs différends politiques de manière brutale et meurtrière. Nombre de soldats qui mirent « *crose en l'air* » ne le firent-ils pas par refus d'agresser une foule dont ils partageaient l'indignation contre les « *capitulards* » de la Défense nationale ? Alors, comment expliquer que le partage aussi prégnant d'un même sentiment national ait été incapable d'empêcher la violence fratricide qui se déchaîna trois mois plus tard ?

## Une France minoritaire et rejetée

En tant que projet politique – est-il vraiment nécessaire de le démontrer encore ? – la Commune n'était pas faite pour rassembler les Parisiens dans un même élan révolutionnaire. Des boutiquiers aux hommes d'affaires en passant par les militaires, domestiques, commerçants et autres membres des professions libérales, la bourgeoisie parisienne (petite ou grande) n'était pas en mesure d'apprécier un mouvement susceptible de mettre à mal ses intérêts. Seule, la classe ouvrière et une petite bourgeoisie d'artisans ou de lettrés était susceptible d'y adhérer, un soutien malgré tout bien maigre pour lui assurer le succès du 18 mars. D'ailleurs, le 26, 100 000 électeurs seulement votèrent pour les candidats révolutionnaires à Paris et beaucoup de ceux qui avaient soutenu la rébellion du 18 s'en désolidarisèrent dans les semaines qui suivirent. A la mi mai, « *les tièdes rentrèrent chez eux* » écrit Robert Tombs<sup>2</sup>. « *En réalité, le grand soulèvement populaire de la légende, dans lequel chacun défendit sa rue jusqu'à la dernière cartouche, n'eut jamais lieu.* »

La Commune avait d'autant moins de chance de voir le jour qu'elle était considérée par beaucoup comme une aventure « *barbare* » soutenue par la « *lie* » de la société. Cette perception était injuste. Des intellectuels engagés aux ouvriers des arrondissements de l'est, en passant par une élite ouvrière d'artisans qualifiés ou de petits patrons, le mouvement rallia à lui des populations très hétérogènes, parmi lesquelles figuraient plus d'idéalistes policés en dépit de leurs discours enflammés que de « *bandits* » et autres « *canailles* ». Malheureusement pour eux, toute une frange de personnes au physique inquiétant ou aux

---

<sup>1</sup> In AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), BECKER (Jean-Jacques), *La France, la nation, la guerre: 1850-1920*. Paris, SEDES, 1995, page 264.

<sup>2</sup> TOMBS (Robert), *La guerre contre Paris*. Paris, Aubier, 1997 (1981), p.277-278

manières peu châtiées figurait dans les rangs des manifestants révolutionnaires de l'époque. Cette « *racaille* »<sup>3</sup> plus soucieuse de profiter des circonstances pour développer des activités douteuses ne formait pas les principaux bataillons des *Rouges*. On ne saurait réduire ces derniers à un groupuscule composé de « *voyous* ». Pour de nombreux contemporains, ils incarnaient pourtant le risque insurrectionnel avant même que celui-ci ne se soit affirmé, et leur image a entretenu les rumeurs autant que les haines une fois la Commune proclamée. Les lettres ou journaux intimes de l'époque témoignent des peurs qui traversaient Paris depuis les troubles de la Villette en septembre 1870. Pendant le siège, chaque fois que les « *bataillons de Belleville* » défilaient sur les boulevards, les Parisiens y découvraient une population qu'ils ne côtoyaient jamais en temps ordinaire : des hommes à la carrure impressionnante, des ouvriers au corps massif, aux mains puissantes ou aux mines d'autant plus « *patibulaires* » que ces manifestants étaient courroucés. A leurs côtés, parfois, dans les meetings ou sur les remparts, puis aux abords des barricades après le 18 mars, ils voyaient et entendaient des femmes au verbe haut, des « *mégères* » dont le vocabulaire autant que le comportement les choquaient. Plus déterminés et remarquables que les intellectuels, ces personnages incarnaient mieux que ces derniers les craintes du bourgeois. Parce qu'ils frappaient davantage par leur caractère « *exotique* », ce sont eux que les témoignages décrivent et la légende s'est peu à peu tissée autour de leurs silhouettes sommairement brossées de « *bandits* », « *d'ivrognes* », de « *brutes* » violentes et sans vergogne, faisant régner la terreur dans les rues de la capitale avant de se transformer en « *incendiaires* » ou « *pétroleuses* » à l'occasion de la semaine sanglante. Placés aux avant-postes pendant le siège, les mobiles de province s'étaient faits de même une fort piètre opinion des gardes nationaux parisiens dans les rangs desquels ils ne discernaient qu'une masse de « *braillards* » dont la tenue laissait toujours à désirer, des « *lâches* » peu enclins à assurer leur devoir et qui s'éclipsaient au premier coup de feu ennemi.

Toutefois, à y regarder de près, les portraits des « *Communeux* » fait par leurs contemporains sont souvent énoncés de façon évasive. Expression d'une réalité vécue, les témoignages précis sont rares et le fait est assez symptomatique des fantasmes qui agitent l'opinion. Ainsi le mythe de la pétroleuse n'est-il pas tout à fait une invention *a posteriori* des Versaillais pour justifier la répression de mai. Il apparaît sous la plume des Parisiens réfugiés dans leur appartement pendant la semaine sanglante, et il s'est nourri du développement des incendies combiné aux impressions floues de ce qu'un témoin peut percevoir quand il jette un œil prudent sur le petit bout de champ de bataille que constitue sa rue. Il y voit des silhouettes confuses fuyant à travers la poussière ou la fumée des combats, juste avant une explosion ou le déclenchement d'un feu. Si certains incendies de Paris ont été délibérément provoqués, beaucoup ne furent que la conséquence des combats et de l'utilisation de l'artillerie, laquelle est à mettre autant sur le compte des Fédérés que des Versaillais. Mais le Parisien effrayé et replié dans son logement n'est pas en position pour faire de telles analyses. Il se souvient seulement des bravades entendues les jours précédents, quand des Communards excédés par les échecs répétés de leurs troupes déclaraient qu'ils allaient brûler la capitale, et il juge sur le résultat qu'il découvre après coup : les ruines fumantes des monuments parisiens ! Souvent, même, il ne fait qu'évoquer des événements dont il a entendu parler sans rien en avoir vu lui-même : c'est la rumeur qui vient du quartier voisin où « *on dit que...* » et qui circule d'autant mieux que chacun a pu voir quelque chose qui ressemble à ce qui se dit. Évident dans les récits écrits pendant la semaine sanglante, ce procédé apparaît aussi dans ceux qui évoquent les manifestations populaires antérieures, récits dans lesquels les anecdotes de seconde main apparaissent plus fréquentes que les témoignages directs. Manifestement, le « *on dit* » compte plus que le réel ; les commentaires qui en découlent se transforment vite en plaidoyers pour

---

<sup>3</sup> Si le mot peut paraître anachronique, il fait pourtant parti du vocabulaire de 1871. Il figure dans les témoignages.

une répression sans pitié. La propagande versaillaise s'est empressée de justifier la dureté de celle-ci en accréditant l'image d'un mouvement insurrectionnel plus crapuleux que révolutionnaire ; mais son discours fut efficace parce qu'il ne faisait que confirmer les certitudes de l'auditoire.

La Commune ne bénéficiait donc pas d'une base sociale assez large pour espérer s'imposer aux Parisiens. Elle représentait le rêve d'une France que rejetait une autre bien plus nombreuse. Les troubles civils du premier siège en témoignent et l'absence d'une partie importante de la bourgeoisie conservatrice qui avait quitté la capitale en septembre 1870 ou qui l'abandonna au lendemain de la capitulation de janvier 1871 ne pouvait suffire à inverser le rapport de force entre ces deux France. Dès lors, comment expliquer l'espèce d'acceptation tacite du 18 mars et la passivité bienveillante des Parisiens qui ont donné son opportunité politique au mouvement ? Comment cette population peu apte à se satisfaire d'un projet révolutionnaire a-t-elle pu lui donner sa chance ? N'aurions nous pas du voir se répéter l'échec du 31 octobre 1870, insurrection qui ne dura pas vingt-quatre heures ? Pourquoi l'impuissance du mouvement radical au moment de cette crise a-t-elle cessé de se manifester le 18 mars et perduré au moins jusqu'à la fin avril ? Si on se réfère aux témoignages de l'époque, deux éléments semblent se combiner pour expliquer cette circonstance : le refus bien partagé de la guerre civile et un même sentiment patriotique.

### **Le refus de la guerre civile**

L'insurrection du 18 mars et la crise qui s'ensuivit ne furent pas une surprise pour les contemporains. Depuis longtemps ces derniers craignaient un conflit civil qui avait déjà plusieurs fois failli se produire pendant la guerre. La défaite nationale consommée, le risque en était d'autant plus fort que de nombreux militaires entretenaient le désir de régler leur compte aux fauteurs de troubles. Ils leur reprochaient de faire (ou d'avoir fait) la Révolution quand le devoir obligeait tout Patriote à oublier ses griefs nationaux pour aller combattre l'envahisseur. Pour beaucoup de soldats en captivité en Allemagne, leur défaite s'expliquait en partie par la trahison des « *Rouges* » et ils rentraient au pays avec l'idée de venir remettre de l'ordre dans la maison. Les témoignages traduisent cette rancœur qui conduit les prisonniers à revendiquer une réincorporation active dans une unité susceptible d'intervenir à Paris. Dans les rangs des Cent-gardes, régiment très bonapartiste, le ressentiment était particulièrement vif. Ainsi le Maréchal des Logis Lemeland se dit-il prêt à marcher avec l'ensemble de ses camarades contre les ennemis du dedans : « *Pleins de haine contre les communards forcenés qui mettaient Paris à feu et à sang, nous avons hâte de participer à leur écrasement* »<sup>4</sup>. Rentré de captivité, le capitaine Aragonnes d'Orcet ne prend même pas le temps d'aller embrasser les siens. Il juge la situation trop « *grave* » et c'est sans état d'âme qu'il accepte de faire son devoir contre les Révolutionnaires. Jeune appelé de 20 ans, Jean-Baptiste Vaivrand connaît son baptême du feu contre les Fédérés début avril. Les lettres qu'il adresse à sa famille ne trahissent pas le moindre regret à l'égard de ces derniers<sup>5</sup>. Tous ces hommes, aux parcours et profils différents, acceptent les misères de la guerre civile.

Ce choix radical n'est pourtant pas le mieux partagé. Le rejet de l'affrontement fratricide est un sentiment plus largement répandu. Pour une grande majorité des contemporains, la guerre civile est un fléau auquel ils ne souhaitent pas prendre part ; à leurs yeux elle est une ineptie, une folie d'autant plus grande que l'ennemi se trouve encore aux portes de Paris. « *Si j'avais pu* », écrit Léonce Patry, « *j'aurais tout planté là, un profond dégoût m'envahissait le cœur en*

---

<sup>4</sup> In VERLY, Albert : *Souvenirs du second empire : les étapes douloureuses*. Paris, Daragon, 1908 ; page 234.

<sup>5</sup> In LABOUREAU, Lucienne : « Odyssée d'un conscrit bourguignon, 1870-1871 », *Recueil des travaux du centre Beaunois d'études historiques*, tome 13, 1995 ; pages 43-71.

*pensant que j'allais peut-être dans un moment être obligé de tirer sur des compatriotes* »<sup>6</sup>. Ce témoignage d'un homme qui fait tout pour être affecté en Algérie afin d'échapper au conflit civil annoncé, résume le dégoût qui frappe le plus grand nombre. Prisonnier en Allemagne, Louis Bouchard se retrouve bloqué à Coblenz. Malgré la hâte qu'il a de rentrer, il s'en félicite pourtant : cette contrariété lui évite d'être acteur de la guerre civile. Le soldat Bruchon en témoigne de même : non seulement il aurait refusé de porter les armes contre des Français, mais il précise que beaucoup de ses camarades de captivité auraient agi comme lui. Même réaction de la part des capitaines Lahalle ou Nigon<sup>7</sup>. Le grade ne change pas la nature de la réaction.

A peine rapatrié, le sergent major Kervella est enrôlé pour aller lutter contre les insurgés. Il n'apprécie pas cette situation qu'il ne peut décliner. Mais d'autres ont plus de chance et s'en félicitent : ainsi, les mobiles de province qui ont assuré la défense de Paris pendant le siège, disent tous combien ils apprécient de s'éloigner d'une capitale et d'une population contre laquelle ils ne souhaitent pas avoir à marcher une nouvelle fois, comme ils y ont été contraints pendant toute la durée du siège, à chaque manifestation populaire. Apprenant qu'ils pourraient monter à Paris les mobiles normands répugnent à cette idée : *« je ne souhaite pas d'aller à Paris comme militaire car les fonctions de réprimeur d'émeutes ne m'iraient pas du tout. »* écrit Jules Bousquinaud le 11 mars ; le 20, Charles Vinot de Préfontaine confie à sa mère : *« Nos hommes qui aspiraient tous à rentrer chez eux et de plus travaillés par des démocrates et des socialistes, ont déclaré que jamais ils ne partiraient pour Versailles ou Paris et qu'ils ne se battraient pas contre des Français, qu'ils ne verseraient pas le sang de leurs frères. »* Louis Pagnerre renchérit en notant que *« Les mobiles de Loire-Inférieure lèvent l'étendard de la révolte »*<sup>8</sup>. Le Docteur Flamarion tranche sans hésitation : *« chaque fois que cette idée [de guerre civile] nous était venue, notre plus grand souhait avait été de ne pas y être mêlés »*<sup>9</sup>. Robert Tombs<sup>10</sup> évalue à 30, voire 50 % dans certaines unités, le nombre de démobilisables qui préfèrent rentrer chez eux en mars plutôt que de rester dans une armée susceptible de faire le coup de feu contre des compatriotes. Dans les régiments reconstitués avec des prisonniers libérés, beaucoup démissionnent ou simulent des maladies.

Quand les violences de la guerre civile apparaissent, l'enthousiasme de certains insurgés s'éteint brusquement. *« Ah bien ! Si ça commence comme ça ! »* s'indigne un garde national en apprenant l'exécution des généraux Lecomte et Thomas. Sutter-Laumann, qui rapporte l'anecdote, observe alors que *« beaucoup de gardes partirent tout de suite, comme ahuris de ce qui venait de se passer »*<sup>11</sup>. Deux semaines plus tard, quand les premières opérations militaires sont déclenchées (2 avril), les désertions se multiplient dans les rangs des Fédérés. Faut-il considérer que ces déserteurs renient leurs convictions révolutionnaires du seul fait qu'ils vont devoir risquer leur vie pour les défendre ? Les intéressés se justifient d'abord par le refus de l'affrontement fratricide. Nombre d'entre eux qui ont mis « crosse en l'air » le 18 mars l'ont fait parce qu'ils ne voulaient pas avoir à tirer sur les Parisiens. Les mêmes sentiments les obligent alors : ils ne veulent pas poursuivre l'aventure parce qu'elle les conduirait à l'affrontement civil qu'ils ont précisément voulu éviter le 18. Certes, *« il est impossible de déterminer avec précision l'ampleur du refus de la guerre civile »* écrit Robert Tombs : *« nos sources sont incomplètes et reflètent l'opinion des contemporains qui se fiaient à leurs impressions. »* Mais il ajoute : *« Les actions de la plupart des soldats étaient fluctuantes et contradictoires Non seulement leurs idées changèrent, mais (...) pratiquement*

<sup>6</sup> PATRY (Léonce), *La guerre telle qu'elle est*. Paris : p.402.

<sup>7</sup> Voir la lettre du capitaine Nigon à Alexandre de Mazade en annexe.

<sup>8</sup> Citations gracieusement signalées à mon attention par Jean Baboux.

<sup>9</sup> FLAMARION (docteur A), *Le livret du docteur. Souvenirs de la campagne contre l'Allemagne et contre la Commune de Paris, 1870-1871*. Paris, Le Chevalier, 1872 ; p.125 (cité par Tombs, p.43)

<sup>10</sup> *Ibid.*, p.54.

<sup>11</sup> SUTTER-LAUMANN, *Histoire d'un trente sous (1870-1871)*. Paris, Albert Savine, 1891 ; page 228.

*aucun soldat ne s'était battu en mars ; tous les soldats ou presque se battirent en mai. Ce n'est pas l'opinion des soldats qui changea, mais les circonstances.* » Ce retournement que l'historien britannique explique par la lassitude et une incompréhension progressive<sup>12</sup> [que confirment les élections du 16 avril<sup>13</sup> ainsi que la plupart des témoignages écrits à chaud], montre que la situation de guerre civile acceptée en mai ne l'était pas en mars. Officier aux légions d'Alsace et Lorraine pendant la guerre, le colonel Barral de Montaud (un homme que rien ne prédispose à la révolution) s'explique : il a rallié son poste à Paris le 22 mars 1871. A cette date, dit-il, nul ne savait ce que voulaient les chefs de l'insurrection et il est resté à son poste par devoir. La guerre civile qui s'est déclenchée l'a désespéré et, s'il a servi la Commune, se fut malgré lui. Parce qu'il est celui d'un prévenu qui recherche la clémence de ses juges, la bonne foi de ce témoignage peut être mise en doute ; mais il en recoupe d'autres assez nombreux pour le rendre crédible.

## **Le patriotisme et la Commune**

Le refus de la guerre civile a favorisé le succès du 18 mars en désarmant Versailles. Mais cette motivation par la négative n'est pas une raison suffisante pour en expliquer la bonne fortune. Élément plus positif, celui-là, le sentiment patriotique a joué un rôle non moins décisif. Le 18 mars, la foule qui s'est opposée au désarmement de Paris n'est pas intervenue pour des raisons idéologiques. La présence de militants révolutionnaires en son sein n'autorise pas à réduire l'insurrection à un mouvement socialiste. Les hommes et les femmes qui interpellent les soldats du 88<sup>e</sup> régiment de ligne ne sont pas dans la rue pour soutenir un programme de réformes ; leur action s'inscrit d'abord dans un élan de colère contre les « capitulards », contre ceux là qui trahissent la Patrie en ne poursuivant pas la lutte contre l'envahisseur. A ce titre, le début de la Commune s'inscrit dans la logique de la « guerre à outrance » qui s'est manifestée plusieurs fois déjà, le 4 septembre 1870, le 31 octobre suivant ou le 22 janvier 1871. Si elle ne les fédère pas *autour* d'un même projet politique, la « trahison » rassemble au moins les Parisiens *contre* les mêmes « incapables », ceux qui n'ont pas su les conduire à la victoire contre les Prussiens.

Pour les Parisiens, non seulement les « Trochu » et consorts ont capitulé sans gloire, renonçant à l'ultime sacrifice que les assiégés pensaient pouvoir accomplir, mais ils ont autorisé les Allemands à entrer dans Paris. Un petit tour sur les Champs-Élysées le 1<sup>er</sup> mars et puis s'en vont, maigre concession accordée à l'ennemi pour clore une fois pour toute le lamentable épisode de la guerre perdue ; mais concession trop symbolique qui incarne le fossé qui s'est creusé entre l'imaginaire de la population et le triste réalisme du gouvernement. « Parisiens restés à Paris et Parisiens revenus des armées de province eurent vite fait de fraterniser sur le boulevard » se souvient le bonapartiste Gaston Jollivet ; « sous l'uniforme qu'ils gardaient (...) battaient des cœurs de soldats attristés par la défaite de nos armes, mais ayant confiance, sans le crier par-dessus les toits, dans une prompte revanche. »<sup>14</sup> Jeune volontaire de la garde nationale peu suspect de sympathie pour la Commune, Vincent d'Indy est très clair sur ses propres motivations du 18 mars, date où il se laisse entraîner par le mouvement populaire : « le dégoût qu'on ressentait pour les hommes du 4 Septembre », écrit-il : « ils étaient devenus tellement à charge à la population de Paris, après le siège, que l'on voulait à tout prix les voir quitter ce pouvoir. » A un autre moment, il parle du « fiel déposé

---

<sup>12</sup> *Ibid.* p.170 et suivantes.

<sup>13</sup> Il y eut, à cette occasion, jusqu'à 70 % d'abstentions dans les quartiers populaires.

<sup>14</sup> JOLLIVET (Gaston), Le siège de Paris et la Commune. Souvenirs inédits. *Les œuvres libres*, février 1928, n°80 ; p.354.

*dans tous les esprits par la capitulation (qui) n'était pas encore adouci ? »*<sup>15</sup>. C'est bien le patriotisme qui motive sa première réaction.

Ce témoignage n'est-il que reconstruction *a posteriori* vouée à justifier une attitude coupable ? Il rejoint pourtant les observations faites à chaud : « *Parti d'un mouvement généreux, celui de la résistance héroïque jusqu'à la mort*<sup>16</sup>, il va tout de suite aux pires excès » s'inquiète Louis Gallet en apprenant l'insurrection. Mais les raisons qu'il donne à cet « *héroïsme généreux* » sont sans équivoque : « *Maintenant bien des choses nous reviennent à l'esprit. Nous nous rappelons les agitations des remparts, les propos sur la trahison certaine, l'orgueil froissé par la défaite (...) l'incertitude de l'avenir, le présent assuré par les trente sous quotidiens, le désir égoïste de ne pas perdre cette ressource et, pour cela, de continuer la vie armée, de garder à Paris (...) cette physionomie de camp retranché* »<sup>17</sup> De fait, Versailles coupe les vivres et les moyens de poursuivre la lutte autant qu'il accepte l'humiliation de la défaite. A *contrario*, l'écrivain ne discerne aucun caractère révolutionnaire à l'événement, ni ce jour là ni les précédents. Le 15, il écrivait : « *Depuis la reculade de Buzenval, il y a dans la foule un esprit de défiance. Et parmi les gardes nationaux de notre quartier ouvrier, il y a presque unanimité pour la guerre à outrance.* » Le propos fait écho à celui tenu dès le 5 février par un républicain déçu<sup>18</sup> : « *Tous ces hommes que l'on avait accepté (faute de mieux) le 4 septembre, puis acclamés (pour ne pas prendre pire) le 3 novembre, sont aujourd'hui complètement perdus dans l'opinion et c'est justice car ils n'ont montré qu'incapacité, lâcheté et mensonges.* »

Prendre parti pour la Commune, c'est se battre pour la Patrie trahie. Le 18 mars, Léonce Patry est dans Paris et son uniforme lui vaut d'être pris à parti et insulté : « *capitulard* », « *assassin* », « *vendu de Bismarck* ». Acculé dans un coin, il est menacé ; mais quand ses agresseurs apprennent qu'il a servi dans l'armée du Nord sous le commandement de Faïdherbe, ils changent aussitôt d'attitude et le portent en triomphe. Trop heureux de s'en tirer à si bon compte, le malheureux utilise le procédé à deux autres reprises<sup>19</sup>. Or, s'il est fêté, c'est parce qu'il incarne la résistance à l'ennemi, la « *guerre à outrance* ». Ainsi le patriotisme apparaît-il bien comme moteur de l'action. Anticommunard, Arthur Bary en convient : « *L'émotion de la défaite (...) s'est changée en rage chez les uns, en apathie chez les autres, il faut être indulgent pour elle, parce que ses chefs sont vraiment trop bêtes.*<sup>20</sup> » Au moment de la capitulation, les Parisiens se sont résignés ; mais la fibre patriotique brûle encore. Quelques jours auparavant (le 24 janvier), les rapports de police le signalaient : y compris dans les milieux pourtant considérés comme « *instruits* », « *On s'y préoccupe de continuer la lutte, en se fondant sur la croyance que l'état des approvisionnements le permettra longtemps encore. Si les récits qui ont cours à la Bourse sont exacts, le gouvernement se retrouverait placé, par cela même, en présence de la surprise où une grande partie de la population sera jetée.* »<sup>21</sup> L'effondrement de cette préoccupation au moment de l'armistice n'éradique pas cette illusion que les erreurs politiques des jours suivants n'ont fait qu'attiser !

Trahis par les militaires, les Parisiens identifient Versailles à Trochu le « *capitulard* ». Le rejet des hommes du 4 septembre est total et la tentative que mènent ces derniers pour récupérer les canons de Montmartre permet de réinterpréter toutes les décisions du gouvernement à la lumière de la trahison. La loi du 10 mars, par exemple, qui rétablit

<sup>15</sup> D'INDY (Vincent), *Histoire du 105<sup>e</sup> bataillon de la Garde nationale de Paris en l'année 1870-1871*. Paris, Douniols, 1872 ; p.200-203.

<sup>16</sup> C'est moi qui souligne dans les passages cités.

<sup>17</sup> GALLET (Louis), *Guerre et Commune, impressions d'un hospitalier, 1870-1871*. Paris, Calmann-Lévy, 1898.

<sup>18</sup> Valentin COSTALLAT, lettre conservée à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris : Ms 1213.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p.406-407.

<sup>20</sup> BARY, Arthur, « Lettres écrites pendant la Commune », *La revue hebdomadaire*, Paris, 6 août 1904.

<sup>21</sup> Rapport de police, Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, Ms 1083.

l'exigibilité des effets de Commerce suspendue pendant le siège a indigné les négociants de Paris qui se sont sentis menacés de faillite. Le risque de ruine est la raison première de leur soutien à la rébellion ; mais, dans le contexte de relecture qu'autorise l'opération de désarmement de Paris, la décision est vécue comme un acte de renoncement à la poursuite de la guerre. Bel habillage de la mauvaise foi qui se cherche de nobles motivations ? Sans doute. Mais l'important n'est pas là. Il s'agit surtout de savoir pourquoi une petite bourgeoisie de négociants s'enflamme à la suite d'un mouvement dont elle récuserait les orientations idéologiques si elles étaient pour eux prépondérantes, ce qui n'est manifestement pas le cas. La suspension des soldes de la Garde nationale joue le même rôle. Capitaine adjudant major aux volontaires de Montrouge, Emile Bardy est traduit devant le conseil de guerre au lendemain de la semaine sanglante. Reconnu « *citoyen patriote* » et « *pouvant être qualifié comme appartenant au parti de l'ordre* », il explique sa participation aux combats de la Commune par « *la contrainte et la nécessité de faire vivre sa famille* ». Antoine Errera<sup>22</sup> estime son cas représentatif : nombre de Garde nationaux enrôlés dans l'armée fédérée, se sont laissés porter par le mouvement non par adhésion aux idées mais faute de moyens. Ces hommes qui n'avaient jamais fréquenté les clubs, bien notés par leurs supérieurs et qui passaient pour « *modérés* », se sentaient trahis : non seulement, ils refusaient la capitulation devant les Prussiens mais, en leur coupant les vivres à titre individuel, Versailles leur retirait les moyens de continuer la lutte.

Même si beaucoup d'entre eux se méfient des Parisiens, les militaires réagirent pareillement. Le 25 janvier, responsable du 8<sup>e</sup> secteur de défense de Paris, Francis Garnier le constate : « *un officier du secteur voisin croit savoir que les négociations se précipitent et que dans quelques heures tout sera terminé. Cette nouvelle se répand dans l'état-major et y produit une stupeur profonde. [...] Un groupe d'officiers propose d'en appeler à l'opinion publique. C'est le premier acte d'indiscipline qu'ils auront jamais commis.* » Ces soldats qui ont assuré la défense de la capitale pendant plus de cinq mois n'acceptent pas la capitulation. Ils veulent poursuivre la lutte tant que les Prussiens resteront présents sur une parcelle du territoire. S'étant eux-mêmes sentis trahis, ils sont donc incapables d'en vouloir aux Parisiens qui en appellent à la poursuite de la « *guerre à outrance* » et quelques uns finiront dans les rangs des Fédérés. Le cas de Rossel est symptomatique de cette réaction. Il n'est pas venu à Paris pour faire la révolution. S'il rallie la Commune, c'est parce qu'il y voit la dernière force prête à continuer la guerre. « *J'ai l'horreur de cette société qui vient de livrer la France* » proclame-t-il le 2 mai pour expliquer à la Commune les raisons pour lesquelles il accepte le commandement qu'elle lui offre. S'il démissionne quelques jours plus tard, c'est précisément quand il comprend l'impuissance du mouvement quant à réaliser ses espoirs patriotiques. « *Pendant un moment, a-t-il écrit, on a pu croire à la Commune : c'est le premier jour de son existence. On ne demandait qu'à la croire capable, honnête, intrépide, qu'à la suivre et à lui obéir. Cela a duré un jour*<sup>23</sup>. »

Au sein de l'armée régulière, Rossel est une exception. Comme une grande majorité des Français au début de 1871, les militaires estiment la guerre perdue et pensent la capitulation nécessaire. Mais ce choix ne signifie pas qu'ils renonçaient à la lutte contre l'Allemagne. La capitulation, pour eux, n'est qu'une trêve nécessaire, le temps que la France se réorganise pour prendre sa revanche, thème qui apparaît sous les plumes dès novembre 1870. Ainsi animés par un sentiment patriotique, ils étaient capables de comprendre la colère du 18 mars et, faute de rallier le mouvement par discipline ou ressentiment envers les Parisiens qui les traitaient de « *capitulards* », ils ont assez hésité pour lui laisser sa chance.

---

<sup>22</sup> ERRERA (Antoine), *La Garde nationale sous la Commune de Paris, 1871*. 43<sup>ème</sup> Concours de l'historien de demain (1995-1996), ENS.

<sup>23</sup> Cité par Tombs, *Ibid.* p. 39.

## La « Patrie en danger » divise les patriotes

Les motivations des militaires qui réprimèrent l'insurrection ne sont pas toujours honorables. Insultés à la fin janvier, au moment de la capitulation, ils ont été humiliés le 18 mars. Ils ont donc des comptes à rendre. D'autres ont des raisons plus prosaïques : ils cherchent à se refaire une place au sein de l'armée. Faits prisonniers à Sedan ou à Metz, ils n'ont pas pu briguer les grades et responsabilités qu'ils convoitaient. La campagne de Paris est pour eux une occasion de revenir en grâce auprès des autorités qui se méfient d'eux parce qu'ils ont d'abord été serviteurs de l'Empire. A ces motivations peu glorieuses s'ajoutent les convictions idéologiques amplement suffisantes pour justifier la répression. Les raisons de la violence ne manquent pas aux yeux de ceux qui vont s'y abandonner corps et âmes. Pour comprendre les formes brutales qu'ont prises les représailles, il faut toutefois prendre en considération le maintien des sentiments patriotiques. Ils ont beaucoup fait pour précipiter la brutalité de la semaine sanglante ! Les soldats qui se sont déployés dans Paris avaient le souci de « *sauver la France* » qu'ils sentaient menacée. Qu'ils aient agi comme ils l'ont fait pour défendre une certaine idée de la France qui n'était pas partagée par leurs adversaires ne change rien à la nature de leur sentiment. Le patriotisme n'est pas une valeur qui se décline de manière uniforme et chacun peut, de bonne foi, s'en réclamer.

Dans l'esprit de beaucoup, la guerre civile qui n'avait pu être empêchée faisait le jeu de l'ennemi. Dès le 1<sup>er</sup> avril, Eugène Fromentin s'inquiète : « *Cette intolérable situation ne peut durer. Elle va d'un jour à l'autre se dénouer par une catastrophe, et le dénouement ne peut être qu'horrible. La question est de savoir qui mitraillera Paris, si c'est la France ou la Prusse ? Peut-être bien l'une après l'autre.* » Le capitaine Aragonnes d'Orcet partage cette opinion. Le 13 avril, il écrit : « *ma plus grande peur est que nous soyons destinés à une suprême et terrible honte ; que les Prussiens trouvent que nous sommes trop longs à en finir, ne se mêlent de l'affaire et ne mettent la paix chez nous de façon à ce qu'ils puissent prétendre à la reconnaissance de notre part* ». Même sentiment exprimé par P. de Boys, commerçant à Paris : « *Je ne sais quand tout cela va finir. Mais je crois bien que la solution, du moins une solution, est proche, car la Prusse perd patience*<sup>24</sup>. » Pour tous ces hommes issus de milieux différents et soucieux d'éviter une nouvelle défaite nationale, il fallait mettre un terme le plus rapidement possible à l'affrontement fratricide. L'idée que les Prussiens puissent se charger de remettre eux-mêmes de l'ordre dans Paris les hantait. S'ils s'en mêlent, le carnage sera effroyable. Il ne faut pas juger l'authenticité de cette crainte à la lumière des massacres de la semaine sanglante. Quelle que soit la haine que les Versaillais entretenaient pour les Communards, ils s'imaginaient alors qu'une répression orchestrée par ces « *barbares* » serait pire que ce qu'eux-mêmes pourraient faire : « *Dieu sait quel prix nous paierons cet horrible service rendu par des gens (les Prussiens) qui ne font rien pour rien !* » s'écrie Fromentin. « *On dit que dans un temps qu'ils (les Prussiens) ont fixés, ils mettront eux-mêmes le holà à la Commune.* » s'inquiète Arthur Bary ; « *mais que, ne voulant pas hasarder aucun de leurs soldats, ils se contenteront d'écraser Paris sous des obus incendiaires, jusqu'à reddition.* » Mieux vaut donc, pour les ennemis de la Commune, une répression bien ordonnée par soi même qu'une énième humiliation étrangère.

Politiquement, une intervention allemande serait également une nouvelle preuve de l'incapacité de la France à se gérer elle-même, autrement dit une nouvelle marque de sa décadence, une énième occasion de rire d'elle. Lutter contre la Commune relève donc d'une mesure de Salut Public. En ce sens, la répression devenait un acte patriotique : il s'agissait de

---

<sup>24</sup> BOYS (P. de), lettre du 8 mai.

défendre l'honneur de la Patrie. « *C'est l'existence même de la nation que semblaient menacer ces troubles civils* » écrit Robert Tombs<sup>25</sup>.

La défense de la Patrie trouvait aussi sa justification d'un strict point de vue idéologique : « sauver la France » c'était la protéger de l'internationalisme qui s'était emparé de sa capitale. Lutter contre les Communards et le drapeau rouge que ceux-ci avaient hissé sur le dôme du Panthéon, c'était combattre pour la bannière tricolore. Il ne s'agit pas là de simples emblèmes, cautions pratiques pour justifier la violence. Pour des hommes qui sortaient de six mois de guerre pendant lesquels le culte du drapeau avait été exacerbé, la *Marseillaise* entonnée comme aux plus beaux moments de la Révolution et la Mémoire des soldats de l'an II réactivée contre l'invasion étrangère, voir un courant politique se référer à d'autres couleurs et combattre en alignant dans ses rangs Polonais, Hongrois, Américains ou Italiens, apparaissait comme l'insulte suprême. « *L'idée selon laquelle la nation incarnée par Versailles luttait pour sa survie contre une faction de traîtres appuyés par l'étranger devint un des thèmes les plus importants de la propagande de Versailles*<sup>26</sup>. » Tombs a raison de souligner l'instrumentalisation par les Versaillais d'une telle idée ; mais si elle fut efficace, c'est précisément parce qu'elle faisait écho à un sentiment bien partagé. Le 29 mai, Boys l'écrit : « *L'opinion générale de la ville et de l'armée c'est que la Prusse a payé cette débauche de brigandage.* » En quinze jours, son sentiment a basculé. Des Prussiens prêts à réprimer la Commune, il est passé aux Prussiens commanditaires de celle-ci ! Effet redoutable de la propagande et des événements survenus entre temps ? Marque aussi d'un souci patriotique intact : lutter contre la Commune se confond avec la lutte contre les Prussiens ; ce nouveau combat n'est que la poursuite de la guerre de 1870 sous une autre forme ! Dans l'esprit du témoin qui adhère à l'idée, il n'y a alors plus de rupture entre l'acceptation du 18 mars et la satisfaction de voir la Commune anéantie le 28 mai. Ces deux attitudes antinomiques traduisent pour lui un même souci d'achever la guerre par une victoire nationale !

Côté communard, le patriotisme qui a favorisé l'insurrection initiale se perpétue pendant toute la période. Cette réalité s'exprime ainsi dans les chansons populaires entonnées au pied des barricades : tous les thèmes patriotiques s'y retrouvent et, le 30 avril, Fanny Keller fait un triomphe au Cirque national en interprétant *Qu'on se souvienne, imprécation patriotique* de Paul Burani<sup>27</sup>. Paradoxalement, ce même patriotisme est moteur des défections dont souffre l'armée fédérée. Le sentiment d'impuissance militaire et la déception qui affecte Rossel atteint nombre de Parisiens déçus par un régime qui manifeste à leurs yeux plus d'entrain à mettre en œuvre des réformes sociales qu'à engager le fer contre les Prussiens. Pour eux, c'est une nouvelle trahison ! Certes, menacée par Versailles et sans moyens militaires sérieux pour espérer le moindre succès sur les Allemands, cette incapacité à reprendre la lutte contre les Prussiens ne saurait lui être reprochée. Mais, aux yeux des contemporains qui ont pu applaudir la mutinerie du 18 mars, elle n'en perd pas moins une bonne part de sa légitimité. A partir de cet instant, le soutien populaire qui a permis sa mise en place ne prend plus le risque de s'interposer pour retenir les coups des Versaillais. Pire ! Le sentiment d'avoir été trompés amplifie la libération de la violence. Les propos les plus radicaux contre les *Communeux* se trouvent souvent sous la plume de ces Parisiens « *modérés* » très remontés à la mi mars contre les mesures de Versailles.

Ainsi, ce qui motive les acteurs des deux camps relève bien, le plus souvent, d'un même projet : sauver la Patrie. Comble de l'ironie, c'est ce même souci patriotique qui précipite

---

<sup>25</sup> *Ibid.*, p.193.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p.194.

<sup>27</sup> Voir Philippe DARRIULAT, « Le patriotisme révolutionnaire de la déclaration de guerre à la semaine sanglante », *La Commune de 1871. l'événement, les hommes et la mémoire*. Saint-Étienne, Université Jean Monnet, 2004 ; pp. 93-105.

l'affrontement. En effet, face à la crise qui se prolonge sous le regard du prussien, l'exaspération atteint des sommets. Au final, le refus de la guerre civile cède la place à un désir impatient de la faire cesser par le rétablissement de l'ordre d'une part, d'éradication définitive de l'ancien régime d'autre part. Après un mois de préparatifs, de combats en banlieue, d'espoirs de conciliation, la nécessité de mettre un terme à une situation qui fait de la France la risée de toute l'Europe, s'affirme des deux côtés des barricades. La propagande s'en mêle et les esprits s'échauffent. Lentement mais sûrement, chaque camp en appelle aux solutions les plus radicales. Mais la violence qui se libère se nourrit surtout de l'agacement face à une attitude jugée irresponsable. Dans ce contexte, le rejet des idées révolutionnaires apparaît secondaire. Le patriotisme se redéploie contre l'ennemi de l'intérieur. La réaction est identique dans les rangs de la Commune. Pour chacun des adversaires, l'autre est le traître contre lequel la lutte doit être totale. Dans un tel contexte, les Français renouent avec la violence de la guerre étrangère.

Versailles ayant fini de préparer la reconquête de la capitale, l'action est confiée à ces généraux qui avaient une revanche à prendre sur les Parisiens. Dans le carnage et la destruction qui ébranle alors Paris, au détour d'une rue ou dans le secret des immeubles, se retrouve pourtant les traces de cette complicité qui avait un temps liés militants politiques, jeunes recrues de l'armée, gardes nationaux et gens ordinaires. A côté des dénonciations et des exécutions sommaires, se jouent toute une série d'anecdotes où l'on voit les habitants d'un immeuble protéger un de leurs voisins pour lui épargner le peloton d'exécution, un officier s'interposer pour éviter un assassinat, un autre feindre d'ignorer que l'homme qui lui est amené est un rebelle qui se cache. Chaque fois, les actes de mansuétude survenus au cœur de la répression sont justifiés par de semblables motivations : le souci d'épargner une vie française qu'à l'origine on ne voulait pas briser ou celle d'un voisin dont on n'a jamais souhaité la mort en dépit des divergences d'opinion. Dans les jours qui suivent la tragédie, l'ambiguïté reste entière au niveau des « *hommes ordinaires* » qui fraternisent avec les Parisiens, « parlant politique dans les cafés et buvant amicalement, selon le général Cissey, avec *des gens qui pourraient fort bien les avoir combattu derrière les barricades.* » souligne Robert Tombs<sup>28</sup>. Le refus de la guerre civile n'était pas totalement éteint !

La tragédie sanglante de mai 1871 ne peut pas être coupée des événements initiés neuf mois plus tôt. Le succès du 18 mars vient en partie d'une convergence ponctuelle d'opinion entre des franges très différentes de la population : convergence des patriotismes contre les « *capitulards* » et même refus de la guerre civile qui favorisa le mouvement en privant Versailles des forces (physiques et morales) nécessaires au maintien de son ordre. Il émane du rejet d'une équipe dirigeante usée par le siège et coupable de maladresses qui mobilisèrent la population au-delà des clivages politiques traditionnels, apportant aux révolutionnaires un soutien momentané qui favorisa leur action. Lénine qui reprocha aux Communards leur patriotisme<sup>29</sup>, se trompait : sans le soutien actif ou passif d'une population parisienne animée par un même sentiment national, la Commune n'aurait sans doute pas réussi à s'emparer du pouvoir.

La brutalité de la répression fut à la hauteur des malentendus créés par une telle situation. Non seulement Paris se trouvait dirigée par un courant politique qui manquait d'assise populaire, mais, paradoxalement, la réaction se nourrit des mêmes sentiments que ceux qui firent le succès du 18 mars : si, ce jour là, les Français avaient laissé faire par refus de la guerre civile, celle-ci une fois déclenchée, ce fut le désir d'y mettre un terme au plus vite qui joua. Le patriotisme motivait toujours les choix des acteurs, sauf qu'il s'agissait désormais de stopper

---

<sup>28</sup> Page 244, « Réflexion sur la semaine sanglante », *La Commune de 1871. L'événement, les hommes, la mémoire*. Saint-Étienne, université Jean Monnet, 2004 ; pp.237-245.

<sup>29</sup> J'emprunte l'idée à Robert Tombs.

une expérience jugée favorable aux Prussiens quand l'adhésion au mouvement du 18 mars s'était faite pour soutenir la dernière force décidée à lutter contre eux !

Ainsi le même patriotisme a-t-il pu unir les Parisiens avant de les conduire à l'affrontement. Comme en 1914, il était déjà « *un domaine commun* ». A un détail près ! Si les circonstances de la défaite ont nourri un même patriotisme dans tous les partis et généré dans le même temps une semblable différenciation d'expression, cette dernière s'est trouvée politiquement inversée ! En janvier 1871, deux France entretenaient bien une valeur commune : le patriotisme. Les raisons idéologiques pouvaient être opposés, les uns et les autres cultivaient un même sentiment d'appartenance à une Patrie humiliée et un même désir de revanche. Certes, ce désir ne renvoyait pas à l'adoption de mêmes méthodes. S'il rapprochait les deux France, celui de la droite préconisait la paix plutôt que l'idée de poursuivre la guerre à outrance comme y appelait la gauche révolutionnaire. Mais, comme cette dernière, la France favorable à la paix n'était pas pacifiste ! Elle voulait la paix pour mieux préparer la guerre !

Annonciateur du drame de 1871, le siège de Paris témoigne lui aussi de ce patriotisme commun suivant des chemins divergents, voire contradictoires ! Quoi de commun entre la très catholique Mme Sebran et la future communarde Mme Brocher ? Le même rejet de la guerre qui tue leurs enfants, un même désir de paix universelle ; un même refus de la paix si elle devait être humiliante, une même acceptation de la poursuite de la résistance face à l'intransigeance prussienne ; les mêmes espoirs de paix, les mêmes colères contre la trahison ou la barbarie et un même sentiment national qu'elles partageaient sincèrement<sup>30</sup>... du moins, jusqu'au moment de la capitulation. Là, les différences de convictions et les circonstances de la guerre civile les ont séparées et propulsées dans des camps opposés.

Jean-Jacques Becker<sup>31</sup> explique comment, en 1920, la France a « *renoué avec l'équation de 1870 : Rouges = Antipatriotes* ». Utilisé pour dénoncer le bolchevisme, ce slogan était d'abord l'expression d'une peur face à un événement mal identifié et fantasmé. N'en était-il pas de même en 1871 ? Plus qu'un rejet du socialisme, l'équation de cette année là ne fut-elle pas d'autant plus facilement reçue par l'opinion que les motivations des Parisiens restaient principalement patriotiques et que l'Autre, le Communard mal identifié ou fantasmé, était perçu comme un traître ?

## **Annexe**

**Lettre du capitaine Nigon, du 92<sup>e</sup> régiment de la garde nationale, à Alexandre de Mazade, publiée par ce dernier, *Lettres et notes intimes, 1870-1871*. Beaumont-sur-Oise, 1892, Paul Frémont.**

11 mars, Capitaine Nigon du 92<sup>e</sup>

Mon cher camarade,

J'ai le regret de vous annoncer que je viens de donner ma démission du grade de Capitaine dont vous m'aviez honoré, démission motivée par les considérations suivantes :

---

<sup>30</sup> Voir Jean François LECAILLON, *Le siège de Paris en 1870. récits de témoins*. Paris, Giovanangeli, 2005.

<sup>31</sup> p.357.

Je n'approuve pas la décision prise au sujet du canon du Bataillon et je déplore la scission qui s'opère dans les rangs de la garde nationale sur ce point.

Ne voulant pas à un moment donné avoir à opter entre le sacrifice de mes convictions comme citoyen et celui de mes devoirs comme officier, je donne ma démission.

Je rentre comme garde dans la Compagnie, car je tiens à rester avec vous que j'ai appris à estimer pendant le dur temps d'épreuves que nous venons de traverser ensemble.

Votre tout affectionné camarade Nigon,  
Fabricant de fleurs,  
Place de la Corderie-du-temple, 6